

DOSSIER

Europe de la défense : le temps des réponses

INTERVIEW d'Arthur PÆCHT et de Philippe MOREAU-DEFARGES

Philippe MOREAU-DEFARGES est conseiller des Affaires étrangères, chercheur à l'IFRI (Institut français des relations internationales) professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et au Collège interarmées de défense. Il est codirecteur de Ramses, le rapport annuel de l'IFRI, et auteur d'un "Dictionnaire de géopolitique" (Armand Colin 2002).

Arthur PÆCHT est Docteur en médecine. Il est vice-président du Conseil général du Var, Maire de La Seyne-sur-Mer. Il a été vice-président de la Commission de la Défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale de 1997 à 2000. Il est membre de l'IRIS (Institut de relations internationales stratégiques).

ENGLISH VERSION

EUROPEAN DEFENCE : the time of answers

Philippe MOREAU-DEFARGE is counsellor for foreign affairs, researcher by the IFRI (French institute for international relationships); professor at the "Institute for political studies" of Paris, at the "International Institute for Public Administration" and at the Joint Defence College. He is co manager of Ramses, the yearly report of the IFRI and the author of a "Geopolitics dictionary" (Armand Colin 2002).

Arthur PÆCHT is a doctor and vice president of the Var district council, and mayor of La Seyne sur mer. He has been the vice president of the national defense and armed forces committee at the French House of representatives from 1997 to 2000. He is member of the IRIS (Institute of strategic international relations) in 2002.

FANTASSINS :

The "European defence" project brings both enthusiasm and fright. How can we reconcile the creation of this force with the inevitable loss of sovereignty it entails for all members? Do you share the analysis that envisions a European defence with many levels?

Arthur PÆCHT :

I don't believe we can really and effectively develop a European defence policy without a minimal common political power. Losses of sovereignty are not at stake here, but the sharing of sovereignty. It is not possible to call together all defence and foreign affairs ministers at each crisis for military purposes. It is however the current procedure. We must move toward a decision making organisation, a political one and this means that each European member state will have to trust an executive authority, that has to be designed, to make in real time the decisions that are required. There will be no European defence without a consolidated political Europe.

A European defence with many levels? It is possible, as in the case of the Euro, to participate or not in a currency affair. But when you are threatened and you belong to the same block, you must have the same defence policy. It is probably necessary to stop the enlargements and to

FANTASSINS : Le projet " Europe de la Défense " enthousiasme et effraye. Comment concilier la création de cette force avec le déficit de souveraineté qu'elle impliquera inévitablement pour chacun des membres ? Partagez vous l'analyse selon laquelle on peut imaginer une défense européenne " à plusieurs vitesses " ?

Arthur PÆCHT : Je ne crois pas à la réalisation concrète et efficace d'une politique de défense européenne sans un minimum de pouvoir politique commun. Il ne s'agit pas d'abandon de souveraineté, mais de partage de souveraineté. En matière militaire, il n'est pas possible de réunir à chaque crise tous les ministres des affaires étrangères, tous les ministres de la défense. Or c'est la procédure actuelle. Il faut aller vers un organe de décision qui soit politique, et cela implique que chaque pays membre de l'Europe fasse confiance à un exécutif qui reste à définir pour prendre en temps réel les décisions qui s'imposent. Il n'y aura pas d'Europe de la Défense sans consolidation d'une Europe politique.

Une Europe de la Défense à plusieurs vitesses ? On peut - comme pour l'euro - participer ou non en matière monétaire. Mais lorsque vous êtes menacés et que vous faites partie

d'un même ensemble, vous devez avoir la même politique de défense. Il faut sans doute mettre un coup d'arrêt aux élargissements et d'arriver en nombre plus réduit à cette politique de défense. Cette politique intègre aussi Schengen, parce que la protection de l'ensemble européen passe par la protection des frontières. Le militaire est très intimement mêlé au civil et dans l'application concrète des accords de Schengen. Il faut un seul dispositif, il faut une même chaîne de commandement.

Philippe MOREAU-DEFARGES : *Il ne peut pas y avoir d'Europe de la Défense sans une forme de pouvoir politique européen. L'Europe de la Défense ne sera pas une Europe purement intergouvernementale, qui passera simplement par la mise en commun des quinze, des vingt forces. Elle suppose un processus d'intégration. Elle implique non pas des déficits de souveraineté, mais des transferts de souveraineté vers l'Union Européenne (UE).*

Peut-on faire une Europe de la Défense à 20 ou 25 ? C'est très compliqué et trop lourd. Au sein de l'UE, 2 ou 3 états européens pèsent plus que les autres en terme de budget. Le Royaume-Uni d'abord, mais il a une option atlantique qui ne peut être ignorée. La France ensuite mais son idée d'une Europe autonome, indépendante n'est guère

partagée. L'Allemagne enfin a un budget de la défense qui n'est pas très encourageant. L'Europe de la Défense a donc une base a priori étroite. Encore pourrait-on mobiliser pour elle des Etats aux budgets de défense moins conséquents.

FANTASSINS : *Pour assurer l'ensemble des missions de maintien et de rétablissement de la paix, les Etats membres ont comme objectif d'être en mesure de déployer dès 2003 une force de réaction rapide de 60000 hommes qui utilisera les moyens de l'Alliance. Quand les capacités de l'Europe deviendront effectives comment envisagez-vous la coexistence des deux systèmes de défense ?*

Arthur PÆCHT : C'est une excellente question dans la mesure où elle passe d'abord par une nouvelle définition de ce qu'est l'OTAN. Aujourd'hui l'OTAN est devenue un objet non identifié, l'OTAN a été écartée de l'opération en Afghanistan, l'OTAN a été écartée de l'opération actuelle en Irak. Cet organisme de défense extrêmement pointu, qui a un savoir-faire, une expérience et des compétences est inactif parce qu'on ne sait plus à qui il sert et pour qui il sert. Quel va être demain son rôle dans la défense européenne ? Le problème pourrait être résolu si l'OTAN devenait elle-même l'instrument de défense européenne. On n'en prend pas le chemin. Force est pourtant de constater qu'aujourd'hui il n'y a pas en Europe d'autre instance compétente en matière de défense. Il faudra la créer mais faut-il faire une OTAN bis ? La force de 60000 hommes constituée, comment les décisions se prendront-elles ? Le moment est venu de poser les questions mais surtout d'apporter des réponses.

Philippe MOREAU-DESFARGES : *Cette question est complètement bouleversée par les événements récents. Elle peut laisser croire que l'OTAN et UE restent à peu près intacts. Or dans la*

crise actuelle le partenariat atlantique va donner lieu à des discussions considérables. Il y a une divergence très profonde entre les Etats-Unis et une Europe divisée. Il y a une vraie crise, et surtout, il y a une volonté américaine de réaménager le système atlantique.

Car le réaménagement probable du lien transatlantique, sera le fait moins des Européens que des Américains. Les Etats-Unis considèrent désormais que leur champ d'action, c'est la planète. L'Europe s'est de son côté beaucoup rétrécie. Elle n'est plus le point central du face à face avec l'URSS, mais une région parmi d'autres, et de plus une région assez tranquille. Pour elle, la seule solution raisonnable est une coexistence intelligente avec l'Alliance atlantique. Mais elle doit accepter d'être " en dessous " des Etats-Unis car l'écart des forces est trop profond pour que les Américains acceptent un autre dialogue. Trouver un modus vivendi passe par l'acceptation de ce dialogue inégalitaire. Or, des deux côtés de l'atlantique, les passions sont déchaînées et il est très difficile de trouver des compromis.

FANTASSINS : *De votre point de vue, l'organisation de l'Europe de la Défense passera t-elle, à terme, par une redéfinition et une spécialisation des structures de forces nationales ?*

Arthur PÆCHT : Oui, forcément, au fur et à mesure des élargissements. Le chiffre de 60000 hommes ne représente pas grand chose si l'Europe s'élargit à 25 pays. Mais les forces sont très dissemblables en Europe. La France a aboli la conscription, les Anglais ne l'ont jamais eue, les Allemands la maintiennent. Est-ce significatif de dire que les Allemands ont 200000 hommes ou 300000 hommes ? Est-ce significatif par rapport à notre armée professionnelle ? Il y a là une disparité à laquelle il faudra bien trouver une solution. Je ne crois pas un seul instant que l'on maintienne longtemps la conscrip-

achieve this defence policy with a smaller group. This policy must integrate the Schengen agreements, since the protection of the European block includes the protection of the borders. From the enforcement of the Schengen agreements on, the military has to intimately cooperate with the civilian. We must have only one organization and the same chain of command.

Philippe MOREAU-DESFARGES :

There cannot be any European defence without a kind of European political power. The European defence will not be a purely governmental issue, that would only bring the fifteen or twenty forces together. Its prerequisite is an integration process. It entails no loss of sovereignty but transfers of sovereignty to the benefit of the European Union.

Can we build a European defence with 20 or 25 countries? It's too heavy and too complicated. Within the EU, 2 or 3 states weigh more than the others due to their budget. The United Kingdom first, but it has an Atlantic option. Then comes France, but its concept of an autonomous, independent Europe is not shared by all states. Germany at last, has a defence budget that is not very heartening. The European defence has at first a narrow base. It might be possible however to mobilise states with smaller defence budgets.

F. : The aim of the member states is the capability to deploy as early as 2003 a 60000 strong rapid reaction force that will use assets of the Alliance. How to you think both defence systems will coexist when the European capabilities are really available?

A. P. : *It's an excellent question since it first requires a new definition of NATO. The NATO has become today an unidentified object; it has not been involved in the operations in Afghanistan and it has not been involved in the ongoing operation in Iraq. This extremely sophisticated defence organization which has skills, experience and competences remains inactive because nobody knows whom it serves and for whom it serves. What role is it going to have to morrow in the European defence? The problem could be solved if the NATO itself becomes the mean of the European defence. It is not the way we are going. We are however compelled to observe that there is currently no other organization in Europe that is competent for defence matters. We will have to create it, but have we to create a NATO replica. How will decisions be made once we have set up the 60 000 strong force? The time has come to ask the questions but above all to answer them.*

P. M-D : This question is totally upset by the recent events. It could give the feeling that the NATO and the EU remain almost unscathed. But the Atlantic partnership will give rise to substantial talks during the ongoing crisis. There is a very deep gap between the United States and a divided Europe. There is a true crisis and above all, there is an American will to reorganize the Atlantic system.

Since the likely reorganization of the Atlantic link will probably be provoked by the Americans and not by the Europeans. The United States are henceforth considering that the planet is their area of responsibility. Europe for itself has largely shrunk. It is no longer the focal point of the confrontation with the USSR, but an area among others, and further on a rather quiet one. For Europe the uni-

ENGLISH VERSION

quely reasonable solution is an intelligent coexistence with the Atlantic Alliance. But it must accept to be at a lower level since for the Americans the difference between the military forces is too important to justify another dialogue. The acceptance of this unequal dialogue is the prerequisite to the establishment of a *modus vivendi*. But passions are unrestrained on both sides of the Atlantic and it is very difficult to find compromises.

F.: Will in your opinion, the organization of the European Defence compulsorily entail in the end a new definition and a specialization of the national armed forces organizations?

A. P.: Yes it will, bit by bit with the enlargements. The figure of 60 000 soldiers is not very significant if Europe includes as many as 25 countries. But the current forces of Europe are very dissimilar. France has suppressed conscription, the British never had it, the Germans are sticking to it. Is it significant to say that the Germans have 300000 or 200000 man. Is it significant when compared with our professional army? There are here a disparity that will have to be alleviated anyway. I don't believe at all conventional conscription, like that we had and the Germans still have, will be retained a long time, when we come to making defence plans altogether. And all of us will have to address again the issue of the reserve and find a solution to support those 60000 soldiers when needed.

P. M-D : Yes, it is obvious that the national armed forces will be deeply modified. They are currently undergoing a complete change of nature with the inescapable suppression of the conscription and the changing threats. To day's threats are the terrorism, Al Quaida, Yugoslavia, ground problems, police questions. We must not only bring together the national armies but also completely rethink the defence concept.

We must go even farther. Shouldn't we envision, but it is a little bit late now, updated forms of Atlantic structures? Because, as far as terrorism is concerned, Europe and The United States must not go separate. The United States, Europe and Japan have the same interests. We must not imagine forces with different levels, but military organizations that can face both global problems and local threats. There is an ongoing revolution, not only related to the European defence, and we must think about it however difficult it might be for all of us.

F.: What is your approach to the future of the European Defence industry.

A. P.: In this case, the industry is ahead since the reorganization of the European defence industry is practically completed. The "weapon system" concept has replaced the "sector" concept. Some companies are responsible for platforms and other carry out integration tasks. The new merging has been conducted in such a way that large European transnational- and partly transatlantic, but mostly European- industry companies are able to effectively meet the expressed requirements today. But the future European Army, the future European defense, will have to reach agreements on equipment types, on specifications in order to have one type of equipment delivered to all European armies. The Staffs will have to give their requirements with as few specifications as necessary in order to produce the

tion classique, telle que nous l'avons connue et que les Allemands la connaissent encore, lorsqu'on fera ensemble des plans de défense. Et il faudra bien, les uns et les autres, repenser aussi la réserve pour qu'à ces 60000 hommes puissent s'adjoindre, en cas de besoin, des réservistes selon un modèle qui reste à définir.

Philippe MOREAU-DESFARGES : Oui, il est évident que les armées nationales vont être profondément modifiées. Elles sont en train de changer très profondément de nature, avec la disparition inéluctable du service militaire et le changement des menaces. Les menaces, c'est aujourd'hui le terrorisme, Al Qaïda, la Yougoslavie, des problèmes terrestres " de police ". Il ne faut donc pas seulement mettre ensemble les armées nationales, il faut aussi repenser complètement le concept de défense.

Il faut même aller plus loin. Faut-il envisager - mais c'est un peu tard maintenant - des formes de structures atlantiques rénovées ? Car en ce qui concerne le terrorisme, l'Europe n'a pas à se séparer des Etats-Unis. Etats-Unis, Europe occidentale, Japon, ont les mêmes intérêts. Il ne faut pas imaginer des forces à plusieurs vitesses, mais des systèmes militaires qui peuvent faire face à la fois à des problèmes globaux et à des menaces locales. Une révolution - pas seulement liée à l'Europe de la Défense - est en cours et il faut y réfléchir même si cela est très difficile pour tous.

FANTASSINS : Quelle est votre approche sur le futur de l'industrie européenne de la défense ?

Arthur PÆCHT : Pour une fois, les industries sont en avance dans la mesure où la restructuration de l'industrie de défense européenne est pratiquement achevée. A la notion de " métiers " s'est substituée celle de " systèmes d'armes ". Certains s'occu-

pent des plates-formes et d'autres s'occupent de l'intégration. La reconcentration s'est effectuée de telle façon qu'aujourd'hui des grands groupes transnationaux européens - en partie aussi transatlantiques, mais pour l'essentiel européens - sont capables d'apporter des réponses concrètes aux besoins exprimés. Mais il faut que la future armée européenne, la future défense européenne, s'entende sur le type de matériel, sur les spécifications pour que soit livré un seul matériel pour l'ensemble des armées européennes. Les Etats-majors devront exprimer des besoins en réduisant les spécifications à la plus simple expression de ce qui est nécessaire, de façon à mettre en fabrication des matériels dans les plus grandes séries possibles. L'industrie européenne a anticipé cette tendance en matière de regroupement de missiles, de motorisation, d'aéronautique. Elle est capable de proposer à la future armée européenne des matériels qui correspondent bien à des besoins communs. Je crois qu'on ne peut pas aller plus loin dans la restructuration industrielle.

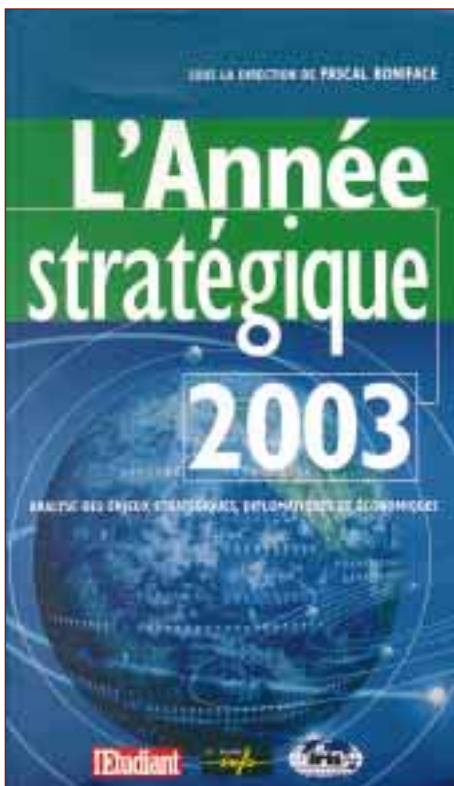
Philippe MOREAU-DESFARGES : Il faut bâtir des industries de défenses transnationales. Doivent-elles être européennes ? Sans doute. Mais l'avenir est-il à une industrie européenne conçue comme un bloc, séparée de l'industrie américaine, séparée de l'industrie japonaise, séparée des autres industries ? Faut-il envisager au contraire cette industrie dans un cadre " européen-américano-japonaise " ? A la logique d'une Europe " bloc ", je préfère l'Europe " réseau ". Il faut envisager de bâtir une industrie européenne de la défense, mais veiller à ce que cette industrie européenne de la défense ne soit pas complètement coupée et notamment, malgré tout, de l'allié américain.

FANTASSINS : Les modèles d'armées de l'OTAN ou de l'Europe continuent à privilégier des structures de forces des-

tinées à des actions de combat de haute intensité, coûteuses et finalement rarement employées. Faut-il rééquilibrer cette tendance au profit de forces plus légères, correspondantes aux missions de maîtrise de la violence les plus courantes actuellement ?

Arthur PÆCHT : Je crois qu'on ne peut pas négliger les opérations courantes. Un certain nombre de conflits qui vont se produire ou qui risquent de se reproduire dans les Balkans, n'appellent pas forcément de très haute technicité. Il faudra pour autant les gérer. Mais il faut dire que l'armée de terre est le parent pauvre de cette restructuration industrielle dont je disais qu'elle était quasiment achevée. Il n'y a pas d'enthousiasme pour restructurer l'armée de terre. Le GIAT par exemple est dans une situation difficile. Mais il faudra bien aussi assurer les opérations de haute intensité.

Interview d'Arthur PÆCHT recueillie par la rédaction de Fantassins Magazine
Réalisé le 25 mars 2003



teuses qu'on a des forces efficaces. Mais ce n'est pas parce qu'on a des forces pauvres qu'on a des forces efficaces. Ma conviction est qu'il faut à la fois des dispositifs très souples, très mobiles, mais que ces dispositifs ne peuvent pas être efficaces sans des armes très sophistiquées. La défense de l'avenir coûte nécessairement cher. L'idée qu'on aura une défense peu coûteuse est une illusion. Les armements ne sont que des instruments, mais dans la mesure où le monde occidental et l'Europe veulent des guerres "propres", il faut avoir des armements extrêmement sophistiqués et précis. La voie américaine n'est peut-être pas une voie à suivre inconditionnellement, mais c'est une voie importante parce que les Américains lient l'emploi de la force militaire à des techniques très sophistiquées.

L'Europe de la Défense sera une Europe un peu coûteuse, sans cela il n'y aura pas d'Europe de la Défense. On ne fera pas une défense à coût faible. Mais les sociétés démocratiques européennes n'ont pas envie de payer trop cher pour leur défense, et c'est là la difficulté.

Interview de Philippe MOREAU-DESFARGES recueillie par la rédaction de Fantassins Magazine

Réalisé le 17 mars 2003



ENGLISH VERSION

largest possible batches of equipments. The European industry has anticipated this trend by mergings in the fields of missiles, engines and aerospace. It is able to propose the future European army equipments that satisfactorily meet common requirements. I don't think it is possible to go any farther with industry reorganization.

P. M-D : We must build transnational defence industries. Have they to be European? Undoubtedly. But is there any future for a European defence industry that would build a block without links with the American industry, with the Japanese industry, with other industries? Have we on the contrary to envision this industry in a "European-American-Japanese" framework? I prefer the Europe "network" to the European "block" approach. We must envision to build a European defence industry but take great care that this European defence industry do not remain completely separated, especially, in spite of everything, from the American ally.

F. : The NATO and European armies are still privileging expensive force organizations that are designed for high intensity operations and are finally rarely employed. Is it necessary to balance this trend to the benefit of lighter forces that correspond to the currently most frequent violence control missions?

A. P. : I think we cannot neglect the current operations. A certain number of conflicts that will appear, or could reappear in the Balkans, do not necessarily require high technology equipments. We will have to manage them however. It must be said that the ground forces are the orphans of this industrial reorganization of which I said it was practically completed. There is no enthusiasm to restructure among the ground forces equipment suppliers. The GIAT is in a difficult situation. Nevertheless, it will be necessary too to conduct high intensity operations.

INTERVIEW CONDUCTED BY THE EDITOR OF THE MAGAZINE "FANTASSINS" ON MARCH 25

P. M-D : Expensive forces are not necessarily effective ones, but poor forces are not forcibly effective. I am convinced that you need both very flexible, very mobile forces, and very sophisticated equipments if you want them to be effective. The defense of the future is necessarily expensive. The idea that we will have a cheap defence is an illusion. The equipments are just means, but since the western world and Europe want "clean" wars, you must have extremely sophisticated and accurate weapons. The American way of doing might not be unconditionally followed, but it is an important way since the Americans combine the employment of the military force and the use of very sophisticated technologies.

The European defense will be somewhat expensive, otherwise there will be no European defense. There will be no low cost defense. But the European democratic societies don't feel like paying too much for their defense and here lies the difficulty.

INTERVIEW CONDUCTED BY THE EDITOR OF THE MAGAZINE "FANTASSINS" ON MARCH 17.